

Haïti : de crise en crise, déclin manifeste

<https://lenouvelliste.com/article/198232/haiti-de-crise-en-crise-declin-manifeste>

Editorial –

Depuis le 7 février, la version papier du Nouvelliste n'a pas été publiée. Le pays, particulièrement la région métropolitaine, était en effervescence. Entre manifestations, éruptions de violence et climat de peur, il était impossible de vous distribuer votre quotidien. Nous reprenons avec cette édition du 18 février le cours de nos bonnes habitudes et sommes heureux de retrouver nos lecteurs, même si, sur le site du journal, pas un jour depuis le 7 février, Le Nouvelliste n'a cessé de vous informer et de suivre nos innombrables crises. Le journal n'a pas paru parce que le pays subissait un des pics de notre succession de crises.

Il y a une crise politique. Elle date des élections de Jovenel Moïse, car la victoire du président n'a pas été reconnue par tous les partis politiques de l'échiquier. Aujourd'hui comme hier, les principaux alliés du pouvoir en place sont les pays amis d'Haïti qui font tout pour ne pas revenir en arrière, même s'ils sont tous conscients que le pays n'avance pas. Il en a toujours été ainsi jusqu'au jour où il y a un avion sur la piste...

Il y a une crise de légitimité. Elle concerne tous les élus et tous les pouvoirs qui nous gouvernent chacun pour une raison souvent propre à sa façon de faire, de mal faire ou de ne pas faire du son leur travail. La présidence, le gouvernement, le Sénat, la Chambre des députés, les juges, elatriye ont chacun un contentieux avec une partie de la population, traînent une insatisfaction ou un désamour chronique.

Il y a une crise de confiance. Elle a beaucoup à voir, mais pas seulement, avec l'affaire PetroCaribe. Ce scandale de gaspillage et/ou de dilapidation présumée de plusieurs centaines de millions de dollars américains issus de ce programme d'achat de pétrole à des conditions préférentielles de paiement mine la confiance dans nos gouvernants qui traînent les pieds et se montrent peu intéressés à découvrir les coupables et à les châtier.

Il y a une crise budgétaire. Pas seulement parce que cinq mois après le début de l'exercice fiscal 2018-2019 le gouvernement n'a toujours pas pu présenter son budget aux Chambres. Pas seulement parce que la Chambre des députés a renvoyé avec des commentaires très négatifs le projet de budget déposé devant son bureau. Pas seulement parce que la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif avait dénoncé le projet de budget jugé illégal. Mais surtout parce que depuis des années les finances publiques présentent et font passer des lois de finances truffées de mensonges et de prévisions fantaisistes. L'inatteignable est devenu l'horizon naturel et le principal objectif de l'Etat haïtien.

Il y a une crise du change. Elle est due en grande partie aux largesses que l'Etat se permet en faisant financier son large déficit par la Banque de la République d'Haïti (BRH). La planche à billets fonctionne sans arrêt et de suite, la valeur de la gourde s'effrite. Cette crise du change a des répercussions sur l'inflation et son expression populaire la plus simple : la vie chère. Tout devient plus cher chaque jour en Haïti depuis des mois que la gourde perd de sa valeur sans arrêt.

Il y a une crise alimentaire. Elle date de plusieurs années. Son expression la plus concrète est mesurée par la Commission nationale de la sécurité alimentaire (CNSA). Elle s'exprime en millions de nos compatriotes qui se retrouvent en insécurité alimentaire. Il y a aussi les statistiques du nombre d'Haïtiens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les chiffres sont implacables. Nous sommes pauvres et avons faim en Haïti.

Il y a une crise économique. L'addition de toutes les crises, les conjoncturelles, les systémiques, les transversales comme les locales, impacte l'économie haïtienne depuis des mois et cela ne fait que commencer tant il n'y a pas à l'horizon le quart du tiers du début de la recherche de solutions. Tout le monde laisse aller, convaincu que le temps guérit tout, surtout en Haïti où le temps finit toujours par façonner une nouvelle normalité qui remplace, en pire, la précédente.

Il y a une crise sécuritaire. La police fait de son mieux. L'armée ne sert encore à rien. Les gangs prolifèrent. Chacun cherche ses solutions. On se prépare. On édifie des murs. On achète une voiture blindée ou une machette. On s'arme. Chacun sait que le pire est à venir. La peur prospère.

Il y a une crise de solution et d'intelligence. Depuis deux ans, le gouvernement haïtien piétine à trouver un cadre d'entente avec le Fonds monétaire international (FMI). Quand il est trouvé, comme en février 2018, on fait tout pour foirer sa mise en application. On n'a qu'à repenser à l'augmentation des prix de l'essence en juillet 2018. Les programmes indigènes mis en place comme la Caravane ou le courant 24/24 sont d'une faiblesse évidente. On se

retrouve incapable de parler au bailleurs de fonds dans un pays qui n'a pas une gourde d'épargne ni aucune capacité d'emprunter. Nous avons des dirigeants qui se croient dans un pays riche, dépensent comme des émirs de Dubaï et sont arrogants comme personne ne devrait l'être, dans le pays le plus pauvre de l'Amérique et un des plus pauvres du monde. Incroyable !

Il y a une crise d'avenir et de propositions. Tous les jeunes veulent partir. Les vieux aussi. Nous sommes de moins en moins un pays agricole. La terre ne paie pas son homme et nous sommes incapables d'inventer un modèle viable de création de richesses même si nous rêvons de grand partage. Tout le monde s'oppose, peu sont ceux capables de proposer mieux que l'existant.

Il y a une crise de ressources humaines. Le pays est riche en jeunes. Le pays est pauvre en engagements. Il y a une crise des vocations. Les associations sont vides. Les syndicats sont sans substance. Les partis politiques n'ont pas de membres. Nous sommes riches en envies, pauvre en réalisations. Il y a beaucoup d'idées, pas assez de leaders. Un million de petits chefs, pas assez de projets communs. Jouer, consommer, jouir et détruire, nous fascinent. Le grand rêve haïtien peine à prendre sens.

Il y a une crise de régime. La Constitution de 1987 est à bout de souffle. Ceux qui s'étaient battus pour l'écrire et l'implémenter sont de moins en moins nombreux sur la scène et ses nouveaux enfants ont trouvé mille chemins pour la contourner, la déformer et ne pas la respecter. Depuis 2010, le pays est entré dans l'étalage de la jouissance alors qu'il avait besoin de saine gestion, de rigueur, d'intelligence, d'ingénierie et d'innovation.

Ces jours de février que nous venons de vivre, comme après le 7 février 1986 nous signalent que les temps changent, que la bataille pour un avenir meilleur en Haïti manque de combattants dans ses rangs. Le pouvoir et l'opposition sont dans le même bateau qui ne va nulle part.

Il y a urgence. Nos crises nous étouffent. Et c'est mortel.